

ÉNERGIE

Comment la croisade anti-éolien du Céréme électrise le débat sur les renouvelables

Fondé par Xavier Moreno, ancien haut fonctionnaire ayant fait fortune dans le *private equity*, le Céréme défend le retour en force de l'atome civil et multiplie les initiatives pour freiner le développement des énergies renouvelables. Sondage, incursion dans les médias, relais politiques et réseaux influents... La petite organisation façonne un discours qui résonne jusqu'à l'extrême droite et pèse dans les concertations officielles.

Il y a quelques jours, la sonnerie du téléphone d'Emmanuel Fages, associé au sein du cabinet de conseil Roland Berger, retentit. À l'autre bout du fil, Xavier Moreno, cofondateur du célèbre fonds d'investissement Astorg, le salue. Les deux hommes se connaissent bien pour avoir travaillé ensemble. Mais l'entrepreneur ne vient pas simplement aux nouvelles : « *Peux-tu modéliser l'évolution de la consommation électrique française ?* » demande-t-il. Le consultant va réfléchir, mais il doit temporiser : depuis deux ans, la politique de son groupe lui interdit d'être rémunéré par un *lobby*. Il pourra donner des billes à son interlocuteur, mais sans rétribution.

La requête n'a rien d'anodin. Xavier Moreno préside le Céréme - le « Cercle d'Étude Réalités Écologiques et Mix Énergétique » -, qu'il a lui-même créé en 2020. Officiellement, un *think tank* visant à éclairer les citoyens sur la politique énergétique du pays. Officieusement, une organisation partisane

d'un retour en force du nucléaire, féroce-ment anti-éolienne. Son mot d'ordre : démontrer que la France n'a pas besoin de ces « moulins à vent », puisqu'elle peut déjà compter sur son parc atomique et que la demande d'électricité n'augmente pas.

Dans son combat, Xavier Moreno a de quoi se réjouir. Quelques semaines avant la naissance du Céréme, en avril 2020, l'exécutif avait confirmé la volonté de fermer 14 réacteurs nucléaires avant 2035. Un épisode vécu comme un drame, se souvient-on parmi sa trentaine d'adhérents. Désormais, Emmanuel Macron souhaite non seulement les prolonger, mais aussi en construire de nouveaux. Surtout, il y a un mois seulement, l'ancien Premier ministre François Bayrou a stoppé net la publication du décret PPE, cette feuille de route présentant les objectifs de production pour les dix années à venir, pointant un risque de surinvestissement dans les énergies renouvelables.

Créer un phénomène médiatique

Agité par ce contexte, le *lobby* se montre très actif. En mars, il a coorganisé pour la première fois depuis 2021 un colloque au Sénat, main dans la main avec PNC France (Patrimoine Nucléaire Climat), une association portant les mêmes idées et dirigée par l'ancien président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer. Puis au cœur de l'été, le Céréme a racheté un tiers de la revue *Transitions & Énergies* dont le premier numéro, fraîchement publié, explique « *comment les réseaux éoliens ont infiltré l'État* ». S'y trouve aussi la présentation d'un sondage exclusif, où l'on

apprend que « 61 % des Français réclament une pause dans l'éolien et le solaire ». Projetée lors d'un déjeuner apéro avec des parlementaires le mardi 16 septembre, l'étude a fait réagir l'ancien PDG d'EDF Luc Rémond lui-même, présent à la table.

« *Il a pointé le drame de l'écart entre les prévisions d'électrification officielles, qui sont très élevées, et la réalité* », glisse-t-on.

Preuve de son sérieux, soulignent ses adhérents, l'enquête a été réalisée par l'Ifop. Mais aussi par Newcovalence, une société d'« aide au déploiement des nouveaux réacteurs nucléaires » fondée par l'ancien directeur général de l'Agence nationale des déchets radioactifs (Andra) Henri Wallard. C'est d'ailleurs ce dernier qui a soufflé l'idée du questionnaire à Xavier Moreno. Et peu importe si les résultats détaillés, que *La Tribune* a dû se procurer puisqu'ils ne sont pas accessibles en ligne, montrent que plus de la moitié des répondants se disent favorables aux éoliennes, et que deux tiers d'entre eux n'estiment pas que la réduction de l'activité des centrales nucléaires pour absorber la production d'électricité renouvelable reviendrait à « gaspiller » l'énergie : le message, tronqué, est passé. « *Les financeurs remettent de l'argent au pot pour créer un phénomène médiatique* », souffle-t-on chez France Renouvelables, une association de promotion des éoliennes et des panneaux solaires.

Franc succès à l'extrême-droite

Le principal financeur n'est autre que Xavier Moreno (comme le signalait déjà *Le Monde* en 2022), dont la fortune provient d'Astorg, le seul fonds français dans le top 10 mondial du *private equity*. « *Le Céréme est soutenu par des mécènes privés dont moi-même, à hauteur de quelques dizaines de milliers d'euros par an* », assure aujourd'hui l'intéressé. Selon la Haute autorité pour la vie publique (HATVP), le Céréme a ainsi dépensé plus de 330 000 euros de 2020 à 2023 pour influencer, entre autres, la loi d'accélération sur les énergies renouvelables ou le projet de réforme de la sûreté nucléaire. Et ce, via des notes adressées à la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), des amendements envoyés à des sénateurs et députés,





Pour le Céréme, l'intermittence des éoliennes et des panneaux solaires, dont la production dépend de la météo, les rendent souvent inutiles voire néfastes pour le système qui peut déjà s'appuyer sur le nucléaire.

LAURE BOYER - REUTERS

des publicités dans des journaux, des « guides » à destination des élus locaux ou encore des rencontres avec les cabinets ministériels et parlementaires. Après 2024 néanmoins, c'est le grand flou : l'association ne déclare plus ses actions et moyens, le Conseil d'État ayant statué en octobre dernier que les *think tanks* ne peuvent pas être considérés, par principe, comme des représentants d'intérêts.

Mais face aux ONG écologistes, ce n'est que de l'« artisanat », assurent-ils, mentionnant l'exemple de Greenpeace France. Laquelle a dépensé entre 50 000 euros et 75 000 euros l'an dernier en frais de lobbying, selon la HATVP.

« Xavier Moreno n'a rien à y gagner, il s'est simplement rendu compte qu'on faisait fausse route », décrit un proche. Lui-même se présente en tant qu'« ancien haut fonctionnaire soucieux de l'intérêt général », et le Céréme comme une « réunion de citoyens bénévoles et philanthropes, qui veulent dénoncer certains choix désastreux de la politique énergétique de la France ». De manière plus ou moins effrontée. Car si Xavier Moreno se veut mesuré, d'autres ne manquent pas de piquant. À l'image de l'administrateur Bruno Ladsous, exclu d'une concertation sur les normes acoustiques de ces géants à pales pour avoir traité Barbara Pompili, alors ministre de la Transition écologique, d'« hystérique de l'éolien », racontent plusieurs sources. « Possible, je n'en souviens plus », répond le principal concerné.

Hyperactif sur les réseaux sociaux, ce-

lui qui est aussi président de l'association anti-éolienne Vent de Colère et membre du Mouvement Écologiste Indépendant retweete quasi quotidiennement Fabien Bouglé, élu versaillais très vocal sur l'énergie - qui a lui aussi acquis 1/3 de *Transitions et Énergies* - et ancien ultra de La Manif pour tous. Ou encore Alexandre Jardin, l'écrivain à l'origine du hashtag #Gueux contre les zones à faibles émissions (ZFE). Un discours qui remporte un franc succès à l'extrême-droite de l'échiquier politique. « Certains estiment que pour être entendu, il faut être excessif », rapporte un membre actif.

À contre-courant

Pour le Céréme, qui se décrit comme apolitique, la vraie caricature est en face. Certains membres n'hésitent pas à critiquer ouvertement les ministères et administrations qu'ils estiment « grignotées par les écologistes ». « Cela fait 20 ans que l'on applique une politique dictée par l'Allemagne », s'emporte Hervé Machenaud, directeur exécutif d'EDF de 2010 à 2015 et également administrateur du Céréme. Une autre personnalité du secteur, très proche du *think tank* sans en être officiellement membre, dénonce également l'influence germanique « au travers l'Office franco-allemand pour la transition énergétique ». Selon lui, « les lobbies qui défendent l'éolien et le solaire, comme France Renouvelables et le Syndicat des énergies renouvelables (SER), sont partout ». « Ils ont infiltré toutes les organisations », assure-t-il, basculant dans un registre complotiste.

Sur X, Bruno Ladsous interpelle lui aussi des structures administratives, comme la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ou l'Ademe, les qualifiant d'« officines vivant de l'éolien ». Chez PNC France, Bernard Accoyer accuse la CRE de manipuler les chiffres. « Sa communication récente intitulée 'Démêlez le vrai du faux' est scandaleuse. Elle assène de gros mensonges. C'est tout à fait stupéfiant de la part d'une autorité prétendue indépendante », fustige l'ancien médecin passionné de physique. Cette position virulente à l'égard du régulateur, largement relayée, n'est pas sans conséquences. Depuis, plusieurs médias s'interrogent sur la justesse des travaux de la CRE.

« Des personnes au sein de ces organisations tiennent des discours délirants et veulent faire passer l'idée selon laquelle la vérité technique a été entravée et qu'elles sont là pour la restituer », regrette un expert du secteur ayant requis l'anonymat.

Plus nuancé, Xavier Moreno ne cache pas son agacement. « Nous avons attendu longtemps pour être reçus par la DGECC, sans grand effet » déplore-t-il. Lors de notre échange, l'ancien haut fonctionnaire regrette que le mot nucléaire « soit passé sous silence » dans une récente brochure pédagogique sur le changement climatique réalisée par cette administration. Entre-temps, le septuagénaire a pris soin d'adresser un courrier au ministre démissionnaire Marc Ferracci. Depuis, une nouvelle version de la brochure mentionnant l'atome civil aux côtés des énergies renouvelables a été publiée.

Le Céréme intégré aux concertations

Les plaintes ne s'arrêtent pas là. « Depuis 2020, nous n'avons jamais eu le droit à une prise de parole dans les médias du service public, déplore Éric Giully, fondateur et président de l'agence CLAI, et artisan de la construction du Céréme. Aucune reprise n'a été faite de notre sondage, alors que celui de l'association Parlons Climat [réalisé avec l'institut Kantar et montrant qu'une majorité de Français était favorable aux énergies renouvelables] a été, la semaine suivante, cité lors d'une grande matinale radiophonique ».

« On constate qu'il y a un a priori idéologique en faveur des énergies renouvelables de la part des journalistes et médias de gauche et du service public », va même jusqu'à dénoncer cet ancien directeur général de France 2 et Président de l'AFP.

Malgré cette guerre ouverte et leurs profondes divisions, les syndicats défendant les énergies renouvelables et le Céréme disent échanger en toute cordialité lors des concertations qui les réunissent, notamment autour du gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE. « Per- ●●●

●●● *sonne ne se traite de nom d'oiseau dans ces instances*», assure-t-on au SER.

D'autant que du côté de Céréme, on se satisfait d'une plus grande considération. « Nous avons toujours été consultés lors des concertations, mais, pour la première fois, RTE va se pencher sur notre scénario dans lequel nous préconisons de ne plus aider la production d'électricité intermittente, solaire ou photovoltaïque », se félicite Xavier Moreno, évoquant une forme de « consécration ».

Le *think tank* fait référence ici à l'étude prospective sur le mix énergétique français qu'il a commandée à Roland Berger en 2022, suivi d'une mise à jour en 2024. Lors de cette première collaboration, les équipes du cabinet s'étaient opposées à certaines hypothèses jugées irréalistes. Le Céréme souhaitait notamment mettre en scène un scénario très orienté, où toutes les capacités éoliennes étaient démontées à la fin de la durée de vie des parcs. Roland Berger craignait alors d'être associé aux thèses de Xavier Moreno. Et a regretté par la suite un amalgame dans plusieurs articles de presse.

Il faut dire que le sujet est hautement politique. Selon nos informations, RTE compte

en réalité étudier la trajectoire poussée par le Rassemblement national, qui reprend les idées du Céréme. Et ce, dans le cadre d'un comité parlementaire, actuellement en cours de constitution, où les différents partis pourront suivre de près les travaux. Le gestionnaire devrait ainsi se pencher sur les univers énergétiques des familles politiques représentées.

Sur l'électrification, un habile virage sur l'aile

Quoi qu'il en soit, le Céréme entend se montrer très vigilant. « Nous allons suivre de très près ce que va retenir RTE comme hypothèses de croissance de la demande d'électricité à l'horizon 2050 », confie Xavier Moreno. C'est dans ce contexte qu'il souhaite commander une étude complémentaire à un cabinet de conseil, afin « d'éviter de fonder les décisions sur des hypothèses irréalistes ». Car pour ce spécialiste du capital-investissement, un scénario prévoyant une consommation électrique trop importante justifierait « n'importe quoi ». Comprendre : un déploiement important d'énergies renouvelables.

« Le risque est de dépenser un argent colos-

sal pour produire une électricité intermittente dont on n'aura pas besoin. Ce qui contribuerait à augmenter son coût et donc retarderait l'électrification des usages », résume Xavier Moreno.

Une rhétorique bien différente de celle du lobby à ses débuts. « À l'époque, il poussait pour que RTE revoit ses scénarios de la demande d'électricité à la hausse afin de justifier la construction de nouveaux réacteurs. Maintenant que ce point est acquis, le discours change », déplore un expert du secteur.

Pour plusieurs observateurs, ce n'est pas l'existence même de ces organisations qui inquiète, mais la surpolarisation des débats. « Derrière, c'est un projet politique qui réussit à s'exprimer. Alors que les enquêtes d'opinion montrent que les différentes sources d'énergies ne constituent pas un sujet si clivant, on tente d'en faire un marqueur », regrette une personnalité dans le domaine. « On tord complètement les débats, abonde-t-on du côté du SER. Aujourd'hui, l'électricité représente à peine plus du quart de la consommation d'énergie. La vraie question c'est : si l'on ne fait pas gonfler ce chiffre, comment remplacera-t-on demain le pétrole et le gaz ? » **LT**

ÉLECTRICITÉ

Les coûts de production du parc nucléaire d'EDF restent contenus

LT (AVEC L'AFP)

Combien coûte l'électricité nucléaire en France? Les coûts de production du parc nucléaire d'EDF, une donnée essentielle pour l'avenir des factures des consommateurs à partir de 2026, vont rester contenus ces trois prochaines années, a annoncé mardi la commission de régulation de l'énergie (CRE).

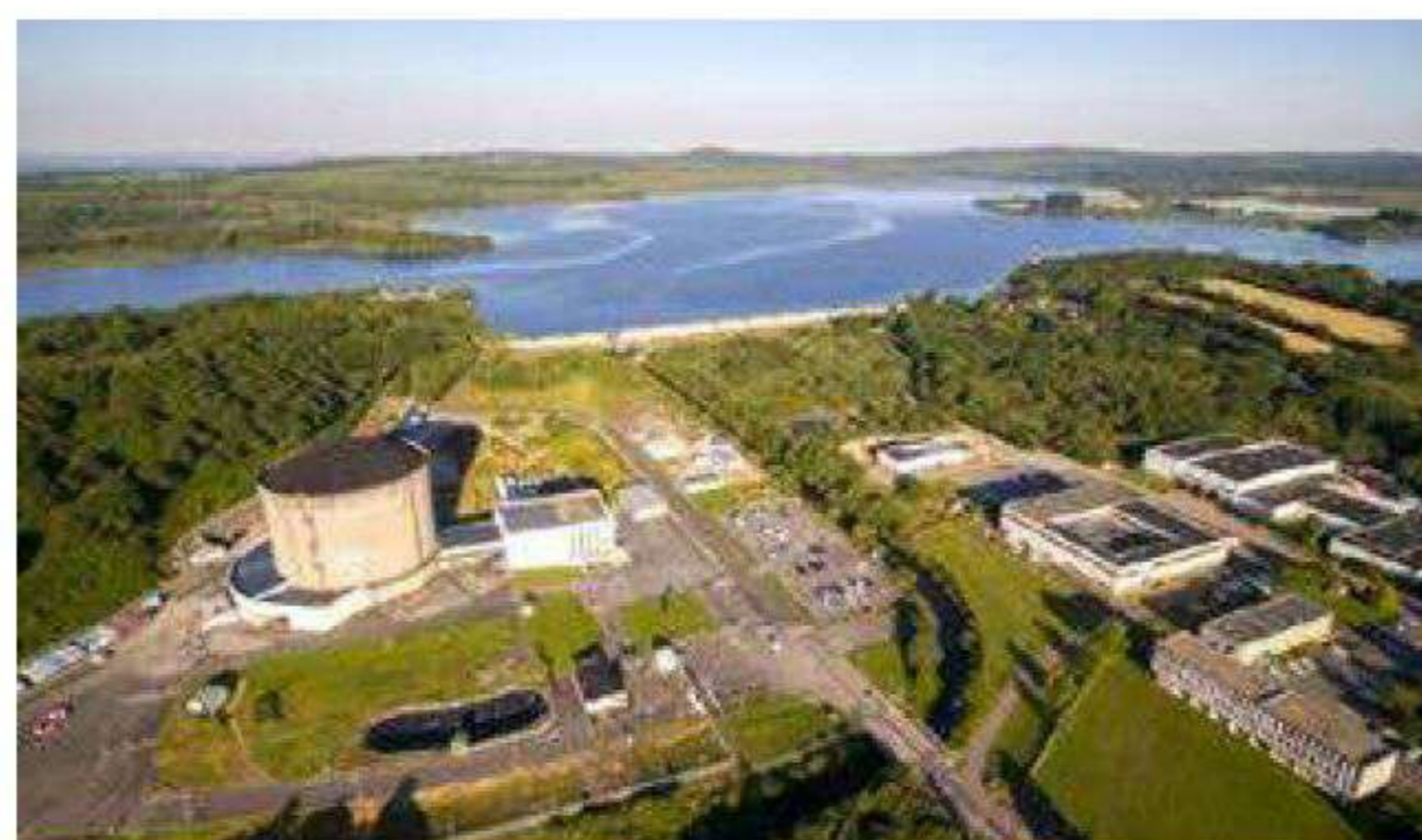
Le régulateur de l'énergie a dévoilé mardi son évaluation de ce coût, qui servira de référence pour le nouveau système d'encadrement des revenus d'EDF à l'expiration du mécanisme régulé actuel (dit Arenh), le 31 décembre 2025. Ce dispositif négocié avec Bruxelles imposait à EDF de vendre une partie de son électricité issue de son parc nucléaire à un prix cassé.

Dès le 1er janvier 2026, EDF pourra désormais vendre son électricité sur les marchés. En contrepartie, l'Etat et EDF ont convenu d'un mécanisme d'encadrement (Versement nucléaire universel, VNU) qui prévoit de prélever une taxe sur les revenus d'EDF lorsque les prix de l'électricité sont

élevés sur les marchés, afin d'en redistribuer une partie à tous les consommateurs.

Objectif : faire bénéficier aux particuliers et entreprises d'un tarif de l'électricité proche du coût de production du parc nucléaire, indépendamment des yoyos des marchés, comme pendant la crise énergétique de 2022. C'est ce coût, un préalable pour déterminer à quel moment EDF devra redistribuer une partie de ces revenus, qui a été dévoilé mardi par la CRE.

Selon son rapport, le coût de production de l'électricité issue des 57 réacteurs nucléaires d'EDF en exploitation, dont l'EPR de Flamanville mis en service en 2024, est évalué à 60,3 euros du MWh aux conditions économiques de 2026 pour la période 2026-



VJONCHERAY - EDF

2028. Sur la période 2029-2031, il est estimé à 63,4 euros du MWh.

Sur la période 2026-2028, ces coûts sont donc « très proches » de la dernière évaluation de la CRE remontant à 2023, a souligné Emmanuelle Wargon, la présidente de la CRE. L'Etat a récemment fait évoluer la méthodologie de calcul du coût du nucléaire, ce qui a permis de contrebalancer l'inflation, précise-t-on à la CRE.

L'évaluation que retient la CRE est en deçà du chiffrage établi par EDF qui s'élève à 64,4 euros/MWh sur la période 2026-2028 et à 67,7 euros pour 2029-2031, après prise en compte de la nouvelle méthodologie.

Pour que le nouveau mécanisme soit complètement opérationnel, l'Etat doit désormais arrêter les deux seuils au-delà desquels EDF pourrait voir ses revenus taxés, à 50% puis 90%.

« Si les revenus sont supérieurs à un seuil, il y a taxation. Si les revenus sont inférieurs à un seuil, il n'y a pas taxation », et donc pas de redistribution aux consommateurs, a expliqué Emmanuelle Wargon.

En attendant, la CRE a évalué à 23,7 milliards d'euros les revenus nucléaires potentiels d'EDF pour 2026, soit un prix moyen de 65,86 euros par MWh, qui se situerait dans la fourchette basse des paliers de taxation envisagés par l'Etat. Compte tenu de cette estimation, « il est très peu probable » qu'une redistribution aux consommateurs soit mise en place au 1er janvier, a dit Mme Wargon. **LT**